Guerres, conflits, transnational et territoire (Partie 2)

Didier Bigo

▶ **To cite this version:**

Didier Bigo. Guerres, conflits, transnational et territoire (Partie 2). Cultures & conflits, 1996, 21-22, pp.397-418. 10.4000/conflits.629 . hal-01010098

HAL Id: hal-01010098

https://sciencespo.hal.science/hal-01010098

Submitted on 19 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Cultures & Conflits

21-22 (printemps-été 1996)
L'international sans territoire

Didier BIGO

Guerres, conflits, transnational et territoire (Partie 2)

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Didier BIGO, « Guerres, conflits, transnational et territoire (Partie 2) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 21-22 | printemps-été 1996, mis en ligne le 15 mars 2006, consulté le 03 juin 2014. URL : http://conflits.revues.org/629

Éditeur : Centre d'études sur les conflits
http://conflits.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur :
http://conflits.revues.org/629
Document généré automatiquement le 03 juin 2014. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.
Creative Commons License

Didier BIGO

Guerres, conflits, transnational et territoire (Partie 2)

1 Contiguïté virtuelle et chronopolitique : les nouveaux rapports de voisinage et d'inimitiés Cette transnationalité est d'abord le fait que la technologie des transports et des communications crée une contiguïté virtuelle de tout territoire avec un autre, ce qui a pour conséquence d'entraîner la fin de la géopolitique classique, celle où la géographie était effectivement un déterminant du politique et de la guerre avec ses montagnes, ses îles, ses corridors, ses détroits... En effet, de nouveaux espaces, de nouvelles représentations du monde ont émergé où la contrainte de proximité géographique ne fait plus sens, où les aéroports rendent plus proches les grandes capitales entre elles que les capitales et leurs périphéries. Les solidarités idéologiques ou culturelles ont primé sur le rapport à l'espace. La possibilité d'avoir un écho international grâce à la médiatisation à travers quelques actions symboliques dès qu'elles impliquent les puissances occidentales ainsi que la possibilité de circuler à l'échelle mondiale ou d'interférer, de parasiter cette circulation ont généré de nouvelles stratégies[1]. Les organisations palestiniennes les plus radicales ont su jouer par exemple les premières de cette impossibilité des gouvernements à monopoliser les instruments de violence et à assurer la sécurité de tous leurs citoyens (technique des détournements d'avions). Elles ont aussi compris en partie les avantages de la médiatisation de l'action violente, mais comme toutes les autres organisations elles ont plus subi ces transformations structurelles liées à cet effet de chronopolitique mondiale qu'elles ne les ont initiées. La vitesse est devenue l'ingrédient central du politique. On a toujours du mal à prendre conscience d'une telle modification des pratiques mais il faut bien voir que ces organisations furent les premières à profiter de la " dromocratie " contemporaine, de la nouvelle relation au temps et à la vitesse où la chronopolitique remplace la géopolitique, où l'instantané se substitue au global, où l'actualité et sa mode de l'éphémère rejette l'historicité[2]. Fondamentalement, comme le souligne François Constantin, la transnationalisation et l'informel internationalisé " démodent " le territoire. L'idée de " temps mondial " développée par Zaki Laïdi trouve ici sa pertinence lorsqu'elle traduit cet éphémère qui pourtant contraint les tactiques des acteurs et les obligent à se conformer à des " modes " d'action innovants par rapport aux vieilles luttes territoriales. Les flux d'information font qu'il est utile d'être sur le " réseau " et Internet a vu les acteurs des guerres yougoslaves faire leur propagande par serveurs interposés. Parallèlement, comme le souligne nombre d'auteurs transnationalistes, l'extension des flux économiques a limité la possibilité de penser le territoire comme une barrière physique contrôlable par le pouvoir[3]. Les frontières terrestres sont maintenant perméables, les flux économiques sont aussi des flux de circulation de personnes, et les citoyens à l'étranger sont tellement nombreux que l'adéquation territoire, citoyenneté, sécurité n'est plus crédible, même minimalement. Plus que des territoires étatiques contigus, des " espaces de multiterritorialité " se mettent en place dans l'Union européenne et plus ou moins au sein de l'Alena. L'identité n'épouse plus les formes de la territorialité étatique ce qui exacerbe les luttes pour la reconnaissance. Seulement ce fait, comme les autres, n'est toujours pas admis et c'est de son refus que naissent nombre de rhétoriques d'insécurisation débouchant sur la thèse du clash civilisationnel. L'extension au delà des frontières a donc joué en terme de complexification des conflits, et ce, dès les années 1970, lorsqu'ils se sont " enchevêtrés " [4]. Plus aucune guerre ne fut " classique ". Un conflit en cachait un autre, les conflits dits ethniques ou religieux, les luttes pour la reconnaissance se branchaient sur des conflits de territoire et continuaient parfois bien après le soi-disant règlement du conflit par un nouveau bornage territorial. Les conflits projetèrent hors du territoire, objet théorique de la lutte, des extensions de violence qui remirent en cause les classifications traditionnelles en terme de " cercles " : les théâtres centraux, régionaux, locaux perdaient de leur clarté. La stratégie se devait de faire place à la sociologie et l'anthropologie ; le globalisme à l'analyse

sociétale. Il fallait admettre la multidimensionnalité des conflits et le fait que leur sens n'était pas réductible à celui qu'aurait voulu leur imposer les acteurs centraux. Plus important encore, le déplacement des frontières ne fut plus un moyen de terminer une guerre comme le présumait le Concert des puissances et la conception réaliste d'un monde Westphalien. L'extension au delà des frontières pourrait faire croire à une amplification des phénomènes conflictuels, à leur globalisation et c'est ainsi qu'elles sont analysées par les acteurs du monde de la sécurité, en particulier ceux qui croient au nouveau désordre international, mais les dynamiques de fragmentation, de capillarisation jouent en sens inverse. Les mobilisations collectives sont limitées, les assises territoriales aussi. Les réseaux concurrents s'enchevêtrent et l'on se bat contre son voisin. La proximité n'a plus le même sens ; elle ne signifie plus proche en terme de distance mais proche en terme d'identité, de reconnaissance. Dès lors on se bat à proximité, contre l'autre, fut-il son voisin, et non contre l'étranger au delà des frontières. Inversement, on s'allie à des proches distants de milliers de kilomètres contre ces voisins qui sont si autres et distants[5]. Ce processus que l'on appela en son temps balkanisation puis libanisation est un de ceux qui affecte le plus les formes contemporaines de conflit et modifie ce que l'on appelait auparavant des guerres civiles[6] [7]. A cet égard, même les guerres dites interétatiques (à l'exception de la guerre Iran/Irak) ne sont plus véritablement des guerres entre États à la manière des guerres qui ont formé les nations européennes jusqu'à la Première Guerre Mondiale et où les processus de mobilisation débouchaient souvent véritablement sur " le peuple en armes " des deux côtés, mais plutôt des guerres où les luttes factionnelles internes sont plus déterminantes dans la conduite de l'aventure extérieure que les raisons de conquête territoriale (Ouganda, Tanzanie, Falklands...). Comme le souligne Tilly, lorsque les armées (y compris la marine et l'aviation) sont engagées dans des combats, elles se consacrent désormais de manière croissante à la répression des populations civiles, aux combats contre les rébellions et à la lutte pour le pouvoir, ainsi, pourrait-on ajouter, qu'à la recherche des ennemis infiltrés ou de leurs soutiens étrangers : le problème central étant moins le combat que l'identification de l'adversaire, moins la lutte pour un territoire frontaliérisé que la lutte pour la reconnaissance[8]. Méconnaissance des transformations de la conflictualité : croyances en l'État et en la stabilité bipolaire Pourquoi tous ces phénomènes que nous acceptons dès qu'il s'agit de discuter de l'économie politique du monde, les refoulons-nous lorsqu'il s'agit d'analyser les conflits et la sécurité ? Pourquoi accepter l'idée que l'économique ne dépend plus autant du territoire jusqu'à hypostasier une déconnexion complète et refuser au contraire l'idée que la déterritorialisation pourrait affectée le politique et la sécurité ? Pourquoi une telle méconnaissance des enjeux à l'oeuvre ? Pourquoi une telle prégnance des modes de représentations du monde à travers la matrice duelle de la guerre ? N'est ce pas parce que notre croyance que l'État ou plus exactement les gouvernants, auraient la capacité de monopoliser la violence sur le plan interne continue de nous empêcher de reconnaître cette transformation décisive de la transnationalité ? D'autant que cette croyance dans l'État se couple avec celle que nous sommes passés d'un ordre bipolaire stable à un désordre post-bipolaire. N'est-ce pas de cette incapacité à sortir d'un cadre théorique qui a fondé, non seulement la discipline des relations internationales mais nombre de pratiques politiques des décideurs, que provient le décalage entre les transformations des logiques conflictuelles et leur lecture par les acteurs de la sécurité ? N'est-ce pas parce que nous découvrons que les descriptions du monde que nous avions, encapsulaient des prescriptions normatives légitimant des positions institutionnelles ? Nous avons longuement discuté dans le dernier numéro de Cultures & Conflits ce qui permettait d'expliquer la fleuraison de discours reprenant l'idée de désordre international ou de choc civilisationnel[9]. Nous avons montré que les thèses de la fin de l'Histoire, de l'unipolarité, de la prédation, du désordre ou du clash ne pouvaient être analysées comme de " nouveaux " paradigmes expliquant les réalités internationales post-bipolaires. Au contraire ces thèses ne font que reprendre d'anciens paradigmes en les poussant à l'extrême limite de leur cohérence (horizon du triomphe américain comme triomphe de la raison et de l'Occident ou horizon de l'anarchie, de la guerre de tous contre tous, horizon de la cinquième colonne et de l'ennemi infiltré, horizon du complot contre l'Occident...). Elles traduisent surtout des peurs, des inquiétudes qui surgissent

d'une perte des repères routiniers et sont des tentatives de rassurer à tout prix, de réduire l'incertitude. Essais de stabilisation du sens, elles ne visent pas à expliquer les transformations des conflits que nous venons d'analyser mais à imposer un cadre (et un seul) qui soit synchrone et convergent avec les intérêts des acteurs du monde de la sécurité. Elles visent à faire oublier l'imprédictibilité des événements et l'incapacité des internationalistes à anticiper, si peu que ce fut, les transformations sociales et politiques bouleversant leur cadre d'analyse. Elles font croire que le monde est troublé, qu'il est dans une période chaotique, là où le chaos règne avant tout dans les esprits. Et pour ce faire elles ont besoin brusquement de " redécouvrir " les conflits contemporains, de survaloriser toutes ces " petites guerres ", toutes ces " turbulences " auparavant indignes d'attention. Il en va de la légitimité même du monde de la sécurité qui, sans ennemi majeur, pourrait être questionné sur son utilité sociale et entre autre sur ses coûts financiers. Recréer un adversaire, recréer une menace, hiérarchiser différemment qu'auparavant les conflits de basse intensité pour en faire des risques majeurs, devient une tâche essentielle, tâche à laquelle s'adonnent toutes les agences du monde de la sécurité. Non qu'il y ait un quelconque consensus sur l'image de l'adversaire, car il y a des luttes internes pour définir cet adversaire et la hiérarchie des dangers, mais parce que toutes les agences ont un intérêt à se trouver des légitimations et à proposer de nouvelles définitions sur qui est dangereux, qui fait peur, contre qui il faut lutter en priorité. Mais, sans doute, au delà de ce phénomène, la première croyance qui irrigue nos représentations et nos textes de droit vient elle d'une quasi sacralisation de la formule weberienne réactualisant elle-même la formule hobbesienne (et même machiavelienne) ; formule que nous utilisons mais ne lisons plus ; formule qui est donc méconnue dans ses implications les plus importantes et transformée en dogme[10]. En effet dans sa version dogmatique on croit à l'État comme acteur et non à une direction administrative, à une gouvernementalité qui prétend être l'incarnation de la Nation et du Peuple en s'intitulant pour ce faire État[11]. On croit à la monopolisation effective là où il n'y a toujours eu qu'une certaine prétention des gouvernants à revendiquer avec un certain succès seulement ce monopole[12]. On croit aussi à la différence de nature entre la violence et la violence légitime là où il n'y a toujours eu que des combats symboliques pour asseoir une certaine vision de ce qui est légitime et de ce qui est proscrit[13]. Enfin cette vision impose l'idée d'une différence de nature entre ordre interne et ordre externe, d'une différence entre les modalités des rapports de force à l'intérieur d'un espace déterminé par des frontières où Un (le gouvernement) " posséderait " les moyens d'imposer son " ordre " à Tous, étant donné le consentement de ce Tous (et la dissymétrie qui caractérise de toute façon leurs relations), et les modalités des rapports de force à l'extérieur où là, joueraient à plein les calculs d'acteurs dans un espace non régulé, anarchique. Calculs qui, pour éviter cette anarchie et la destruction de tous les uns par les autres, déboucheraient sur des coalitions tournant toujours autour d'un certain point d'équilibre[14]. Bref, on croit à l'État comme surplomb d'une société dite civile, on croit à une dichotomie instituant deux ordres : l'État et la société civile, afin de ne plus le considérer à l'échelle internationale que comme le représentant de cette dernière, donc comme le seul acteur de la scène internationale[15]. Or, les polémologues dont en premier lieu Czempiel ont montré que la paix et la guerre ne sont pas définies par les gouvernements seuls, et qu'elles ne sont pas le résultat de politiques étrangères. Gouvernements et sociétés sont tellement interdépendants, tellement imbriqués qu'il faut se déprendre systématiquement des lectures qui les autonomisent. Les causalités dites internes sont déterminantes y compris pour les guerres les plus classiques[16]. Paul Veyne et Bernard Lacroix ont fait chacun une critique encore plus fondamentale mettant en cause l'autonomisation de l'État comme représentant institué de la société et comme obstacle fondamental à l'analyse politique . [17]. C'est donc au nom de ce dogme qui renforce la coupure entre l'interne " policé " et l'externe " anarchique " qu'imperturbablement certains, en particulier dans la tradition réaliste, continueront de comptabiliser la violence guerrière selon les mêmes critères, en privilégiant toujours la violence interétatique, et en sous-estimant systématiquement les phénomènes de répression interne ainsi que toutes les formes de conflits impliquant des organisations de minorités combattantes[18]. Cette sous-estimation, assortie à la survalorisation de la dissuasion, leur permet

de présenter la période des années 50 aux années 90 comme une période de " stabilité " où les conflits dits justement périphériques, sont aussi selon eux des conflits marginaux, sans importance. Les problèmes de la guerre et de la paix devinrent alors les problèmes de la dissuasion et ce pour plusieurs décennies[19] . Il n'est pas inutile en conclusion de revenir brièvement sur les profondes implications du nucléaire et du jeu de coalition bipolaire qui l'accompagna en remettant en cause cette idée pourtant si communément acceptée que cette période bipolaire aurait été stable. Cette deuxième croyance est en effet au coeur même des réflexions que nous pouvons tenir sur les rapports entre " territoire et sécurité ". Les critiques de fond concernant la stabilité bipolaire pourraient se multiplier et une revue comme International Organisation s'est fait une spécialité dans la publication des articles critiquant Waltz [20]. Pour ne citer que les plus évidentes de ces critiques, rappelons qu'inconscients du caractère ethnocentrique de l'argumentaire qui confond " non guerre dans les zones sanctuarisées du Nord " et stabilité mondiale en dévalorisant totalement les conflits dits " périphériques ", les neo-réalistes oublient que la période de l'après Deuxième Guerre Mondiale est de loin la période la plus belliqueuse connue historiquement. En effet, la stabilité n'a concerné qu'une petite fraction du monde transformée en " sanctuaire " par équilibre de la terreur. Ailleurs, les conflits ont très largement continué. L'irruption de la dissuasion a profondément bouleversé les structures internes du monde de la sécurité, mais a finalement moins affecté le monde de la conflictualité. Seulement, cette présentation " occidentalocentrée " continue d'avoir cours et, paradoxalement, se renforce encore maintenant que la nostalgie l'emporte sur la peur des soviétiques[21]. La bipolarité n'est plus alors seulement une période stable de non guerre (en Europe), elle est une " période heureuse " en comparaison du désordre mondial provoqué par la multiplication des micro-violences. La menace d'un conflit militaire généralisé résultant d'un affrontement entre deux blocs bien désignés aurait cédé la place à des menaces multiples, diverses, sans réel danger, prises une à une, mais bien plus dangereuses que la menace frontale dans leur agrégation. Depuis 89, en effet tout aurait basculé, le conflit idéologique aurait cédé la place à la criminalisation, le politique aux mafias, les blocs aux zones grises. Les guérillas se poursuivraient sans autre but que la prédation économique et deviendraient en quelque sorte des trafiquants... Ces derniers seraient l'ultime avatar de l'ennemi. Les micro-violences criminelles du terrorisme, de la drogue, du grand banditisme, toutes liées à l'immigration venue du Sud attaqueraient notre société bien plus que les volontés de déstabilisation des régimes de l'Est instaurés précédemment. Le changement de contexte de la fin de la bipolarité étant censé " expliquer " toutes les soi-disant modifications des profils de conflictualité[22]. Il semble urgent à cet égard, de réapprécier les lectures de la bipolarité, maintenant que celle-ci a vécu et de montrer comment elle a imposé une lecture particulière du monde de la conflictualité (dite périphérique, survalorisant l'idéologie et le jeu des grandes puissances) occultant à l'époque les phénomènes d'autonomisation des acteurs locaux, d'univers sociaux et stratégiques éclatés, de jeu sur des ressources spécifiques, de mécanismes de criminalisation... pour maintenant les " découvrir " comme s'ils étaient des conséquences des événements de 1989. Cette réappréciation passe par la remise en cause des postulats essentialistes qui fondent le réalisme et son style de description/prescription. Une approche relationnelle et constructiviste nous permettra alors de penser plus sereinement l'éventuelle nouveauté de certaines formes de conflits et leur rapport au territoire sans les identifier nécessairement avec les seules transformations du cadre bipolaire. Elle permettra de penser la conflictualité au delà de la guerre, de penser la conflictualité dans un espace transnational et de voir les effets de cette transnationalisation du monde sur les pratiques de gouvernementalité, sur les luttes sociales et politiques comme nous y encourage Robert Cox.

2 Revenir à la partie précédente

Notes

1 Sur les notions de communication, d'interférence, de réseau, d'Atlas non géographique, voir les travaux de Michel Serres dans la série des Hermès.

2 Sur le rapport de la guerre à la vitesse et à la représentation, Paul Virilio, Vitesse et politique, Paris, Galilée, 1977.
3 Voir ici même les articles de Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts ainsi que celui de François Constantin. Voir aussi John G. Ruggie, " Territoriality and beyond : problematizing modernity in international relations ", International Organization, 47, 1, hiver 1993.
4 Sur la notion de conflit enchevêtré voir Études Polémologiques n° 42 et 46 : un des exemples les plus significatifs est celui des conflits de la Corne de l'Afrique.
5 Sur distance et proximité : Michel Serres, L'interférence, Paris, Minuit, 1972 ; feux et signaux de brume : Zola, Paris, Grasset, 1975 ; ainsi que son dernier ouvrage, Atlas en particulier sur le horlà.
6 Cambodge, Afghanistan, Libéria, Somalie, Yougoslavie sont aussi des exemples de ce nouveau rapport au " voisinage ", différent des polarisations des guerres civiles selon des lignes idéologiques et d'ethnicité duelles : Tchad, Rwanda...
7 Voir le dernier chapitre de Charles Tilly, Contrainte et capital dans la formation de l'Europe de 990 à 1990, Paris, Aubier, coll. Histoires, 1992.
8 Voir le dernier chapitre de Charles Tilly, Contrainte et capital dans la formation de l'Europe de 990 à 1990, Paris, Aubier, coll. Histoires, 1992.
9 Hayward Alker, " La dialectique des civilisations ", Cultures & Conflits, n° 19-20, hiver 1995.
10 Sur la croyance en l'État comme tenant lieu de Dieu et la dogmatique qui en résulte avec ses processus de canonisation, ses formules consacrées... il faut relire les pages suggestives de Louis Sala Molens La loi, de quel droit ? et de Pierre Legendre, L'amour du censeur, Le Seuil, Paris, 1974 et jouir du pouvoir, Paris, Le Seuil, 1976.
11 C'est pourquoi il nous semble que parler de l'État comme d'un acteur (et qui plus est comme d'un acteur unique et rationnel) fausse l'analyse en confondant sous le même terme les processus d'étatisation (contrainte, capital, pouvoir symbolique), les formes d'exercice du pouvoir et les savoir pratiques qu'elle engagent (disciplinarisation, contrôle territorial...), ainsi que les rhétoriques des gouvernants (souveraineté, contrat de sécurité, pacte social...).
12 Ce qui signifie des " marges " permanentes où les gouvernants sont tenus en échec. Dans nombre de cas on peut même douter que l'État ait eu le désir un jour de réaliser sa prétention au monopole total des moyens de la violence. La plupart du temps, les dirigeants transigent avec les acteurs contestataires ou la criminalité. Ils tolèrent, suscitent, incitent. On lira à ce propos l'introduction de Philippe Braud, " La violence politique : repères et problèmes " in La violence politique dans les démocraties européennes occidentales, Paris, L'Harmattan, 1993.
13 Ce qui signifie qu'on n'analyse pas le pouvoir symbolique des gouvernants, ce qui fait que le capital étatique a une spécificité par rapport aux autres : celui de s'imposer comme lieu de consécration et aussi d'être le lieu de la conversion des différentes formes de capitaux. Pierre Bourdieu, " Esprits d'État ", in Raisons pratiques, Paris, Le Seuil, 1994.
14 Hans Morgenthau, Raymond Aron, Heydley Bull ont tous, malgré leurs profondes divergences, accrédité ce dogme fondateur de l'autonomie disciplinaire des relations internationales, par rapport à la sociologie politique.
15 Sous l'angle international pour une critique R Ashley, " Untying the sovereign state : a double reading of the anarchy problematique ", in Millenium, 17, (2).
16 James Rosenau. et Ernst-Otto Czempiel, Governance without government : order and change in world politics, New York, Cambridge University Press, 1992 ; Ernst-Otto Czempiel, Friedensstrategien, Paderborn, Schoeningh (Uni-Taschenbuecher), 1986.
17 Sur ce point fondamental nous ne développons pas, mais nous renvoyons aux analyses de Paul Veyne, " Foucault révolutionne l'Histoire ", in Comment on écrit l'histoire, Paris, Le Seuil, Paris, 1971 ; et de Bernard Lacroix, " Ordre politique et ordre social " in M. Grawitz, J. Leca, Traité de Science politique, Tome 1, p. 472, PUF, 1985. Plutôt que d'Etat, l'analyse des relations de pouvoir doit alors s'orienter vers les pratiques de la gouvernementalité. Sur des terrains très différents voir Jean-François Bayart, L'État en Afrique : la politique du ventre, Fayard, 1989 ; François Constantin " Sur les modes populaires d'action diplomatique : affaires de famille et affaires d'État en Afrique orientale ", RFSP, n° 36 (5) 1986 ; Didier Bigo, Polices en réseaux, l'expérience européenne, Presses de Sciences Po, 1996.
18 Pour une analyse critique voir Ted Gurr, Barbara Harff : " Victims of the state : genocides, politicides & group repression since 1945 " in International review of victimology, 1989 /1.

19 Sur ce point on lira le passage sur la sociologie des conflits dans l'ouvrage de Bertrand Badie et Marie Claude Smouts, Le retournement du monde, op. cit.
20 Que signifie stabilité bipolaire ? Si l'on reprend par exemple la thèse de Kenneth Waltz, on voit comme le remarque R. Harrison Wagner, que le terme bipolarité a au moins chez les néo-réalistes quatre sens différents : premièrement il désigne le fait que la polarisation des États se fait en deux coalitions hostiles en fonction d'un affrontement idéologique, deuxièmement le fait que deux États et deux seulement sont en situation de se maintenir face à toute autre coalition d'États, troisièmement le fait que deux États seulement aient la possibilité d'une stratégie de dissuasion globale, quatrièmement le fait que le terme sert à désigner une séquence historique spécifique ayant commencé après guerre. Le tour de passe passe consiste à jouer en permanence de ces différents sens en jouant du pouvoir structurant des mots et de leur capacité de prescrire sous l'apparence de la description. R Harrison Wagner " What was bipolarity ? ", International organization, 47/1, 1993.
21 Comparer les discours d'angoisse des responsables américains durant la guerre froide avec leur nostalgie contemporaine qui idéalise la période est à ce titre intéressant. Cf. John Mueller " scénarios catastrophes ", Cultures & Conflits, " Troubler et inquiéter les discours du désordre international ", n° 19/20, hiver 1995.
22 Pour une critique de ces visions Didier Bigo, Le syndrome Arturo Ui, colloque du CERI sur la criminalisation du politique.

Pour citer cet article

Référence électronique

Didier BIGO, « Guerres, conflits, transnational et territoire (Partie 2) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 21-22 | printemps-été 1996, mis en ligne le 15 mars 2006, consulté le 03 juin 2014. URL : http://conflits.revues.org/629

Droits d'auteur

Creative Commons License

Ce texte est placé sous copyright de Cultures & Conflits et sous licence Creative Commons.

Merci d'éviter de reproduire cet article dans son intégralité sur d'autres sites Internet et de privilégier une redirection de vos lecteurs vers notre site et ce, afin de garantir la fiabilité des éléments de webliographie. » (voir le protocole de publication, partie « site Internet » : http://www.conflits.org/index2270.html).

Entrées d'index

Mots-clés : sociologie des conflits (polémologie), conflits, guerre, réseaux transnationaux, Relations Internationales, territoire(s) et territorialité